



COMMUNIQUE DE PRESSE

Notre pays est en proie à la recrudescence de la violence ces derniers jours, notamment depuis le congrès des ex-séléka de Ndélé. A Bambari avec les attributs de la partition de notre pays installés par les ex-séléka, à savoir l'Etat-major des armées dites républicaines, les directions nationales de la gendarmerie, de la police et de la douane, une série d'actes de guerre se sont multipliés.

A Bambari, Bria, Ndélé et Alindao plusieurs affrontements ont eu lieu entre les ex-séléka et les forces internationales. Depuis cinq jours à Bangui, on assiste également au développement de la violence et des assassinats des civils. Le mercredi 27 mai, les bandits venus du quartier Km5 ont attaqué le camp des réfugiés de l'église de Notre Dame de Fatima tuant environ quinze personnes dont l'abbé Nzalé, en blessant plusieurs et amenant avec eux des otages dont on ignore encore leur sort. Cette opération digne des terroristes a été minutieusement préparée et apparemment les forces internationales auraient laissé faire, alors que leur but est de protéger la population civile en détresse.

Cette situation contraste avec le calme relatif que Bangui et certaines villes de province ont connu ces derniers mois. Ceci est l'œuvre de ceux qui s'opposent à la paix et qui veulent maintenir l'insécurité grandissante dans notre pays afin de faire assoir leur sale besogne.

Les marches pacifiques du jeudi et du vendredi, réponse légitime de la population contre ces tueries a entraîné une riposte disproportionnée des forces internationales qui s'est soldée par trois morts ce vendredi.

Notre pays a besoin de la paix et tout acte contre les efforts nationaux et internationaux pour retrouver la sécurité ne peut être que l'œuvre des ennemis de notre pays.

L'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) condamne sans réserve ces actes barbares et présentent aux familles leurs condoléances. Elle dénonce une fois de plus le congrès de Ndélé qui introduit la partition de notre pays.

Elle place les forces internationales devant leur responsabilité et rappelle que leur rôle est de désarmer les détenteurs des armes de guerre selon les différentes résolutions des Nations-Unies. C'est à cette condition seulement que le peuple centrafricain peut retrouver la paix

Fait à Bangui, le 30 mai 2014

Le Président,
Clément BELIBANGA
Ancien Ministre